



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2025/ICPE/171
SARL DES TROIS RIVIERES à Guémené-Penfao**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU les livres I et V du Code de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées établie à l'annexe 3 de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement et notamment la rubrique 2102-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2101, 2102 et 2111 ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'action national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral 2024/123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 15/12/2014 portant la capacité de la SARL DES TROIS RIVIERES située au lieu-dit « La Coiquenay » sur la commune de GUEMENE-PENFAO à 3078 emplacements de porcs de plus de 30 kg ;

VU le dossier de ré-examen IED transmis le 04 septembre 2020 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'inspection réalisée le 27 septembre 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de l'inspection réalisée le 10 avril 2025 ;

VU le courrier du 28 avril 2025 de la direction départementale de la protection des populations, invitant l'exploitant à formuler ses remarques sous 15 jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le 10 avril 2025, lors du contrôle opéré par l'inspecteur commissionné de la DDPP de l'installation classée de la SARL DES TROIS RIVIERES, au lieu dit « Coiquenay » sur la commune de GUEMENE-PENFAO, il a été constaté :

- l'absence de contrôle annuel des extincteurs ;
- l'absence de réserve incendie comme prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/12/14 susvisé ;

- l'absence de contrôle des installations électriques ;
- l'absence de compteur d'eau volumétrique et de relevés mensuels pour les prélèvements sur le puits ;
- l'absence de couverture de la fosse à lisier ;

CONSIDÉRANT que ces non-conformités sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 12, 13, 14, 17, 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé ;

CONSIDÉRANT que plusieurs non-conformités sont récurrentes et ont déjà été relevées lors de l'inspection précédente le 27/09/22, notamment :

- l'absence de réserve incendie ;
- l'absence de contrôle des installations électriques ;
- l'absence de compteur d'eau volumétrique et de relevés mensuels pour les prélèvements sur le puits ;
- l'absence de couverture de la fosse à lisier ;

CONSIDÉRANT que la SARL DES TROIS RIVIERES s'était engagé dans son dossier de réexamen susvisé à réaliser la couverture de la fosse à lisier en février 2021 ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL DES TROIS RIVIERES, au lieu dit « Coiquenay » sur la commune de GUEMENE-PENFAO, de respecter les prescriptions des articles 12, 13, 14, 17, 41 et 42 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique,

ARRÊTE

Article 1^{er}: la SARL DES TROIS RIVIERES, au lieu dit « Coiquenay » sur la commune de GUEMENE-PENFAO, est mise en demeure :

- **dans un délai de 2 mois, de :**
 - Faire réaliser le contrôle des extincteurs ;
 - Faire réaliser le contrôle des installations électrique par un professionnel ;
 - Mettre en place un compteur d'eau volumétrique et réaliser des relevés mensuels pour les prélèvements sur le puits ;
- **dans un délai de 7 mois, de :**
 - Réaliser la couverture de la fosse à lisier ;
 - Mettre en place une réserve incendie de 120 m³ minimum.

Article 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1 dès leur réalisation.

Article 3 : Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministère chargé de l'environnement (246 Boulevard Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette, 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Publicité – Exécution

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et sur le site :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>

une copie sera adressée au maire de la commune de Guémené-Penfao.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de Guémené-Penfao, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis et le Directeur Départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant, le 03 JUIN 2025

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis

Marc MAKHLOUF